

NSE

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Grant Thornton SAS

SAS d'Expertise Comptable et de
Commissariat aux Comptes
29 rue du Pont, 92200 Neuilly-sur-Seine

Serec

3 Rue de la Grange aux Grains
03700 Bellerive sur Allier

NSE

société anonyme
ZI de la Tour
03200 ABREST

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES
ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'assemblée générale de la société NSE

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société NSE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION**Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Titres de participation

Les titres de participation sont évalués à leur coût d'acquisition et dépréciés sur la base de leur valeur d'usage conformément aux modalités indiquées à la note 3.2.3. de l'annexe. Nos travaux ont principalement consisté à apprécier les données et hypothèses sur lesquelles se fondent ces valeurs d'usage et à revoir les calculs effectués par la société.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directoire.

RESPONSABILITES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le 25 avril 2025 à Lyon et Bellerive sur Allier

Les commissaires aux comptes


Grant Thornton SAS

*Membre français de Grant
Thornton International*



Jean Morier

Serec



Olivier Joannet



A WORLD OF SERVICES

COMPTES ANNUELS

Exercice clos au 31 décembre 2024

NSE SA

2024

SOMMAIRE

Bilan - Actif	3
Bilan - Passif.....	4
Compte de résultat	5
 Annexe des comptes sociaux.....	 6
1. Informations générales et activité	6
2. Faits caractéristiques.....	6
3. Règles et méthodes comptables.....	8
4. Notes relatives au bilan et au compte de résultat	14
5. Autres informations.....	26

BILAN - ACTIF

(Montants en euros)

	Notes	Brut	Amort. & Dépréc.	31/12/2024 Net	31/12/2023 Net
Immobilisations incorporelles	1 - 5	9 420 106	4 894 095	4 526 011	3 710 292
Immobilisations corporelles	2	19 565 265	14 885 144	4 680 121	5 160 438
Immobilisations financières	3 - 5	9 947 882	2 507 443	7 440 439	7 413 549
ACTIF IMMOBILISE		38 933 253	22 286 683	16 646 571	16 284 279
Stocks et encours	4 - 5	19 226 732	3 199 148	16 027 584	13 708 824
Avances et acomptes versés sur commandes		1 917 890	-	1 917 890	2 133 337
Créances clients et comptes rattachés	6 - 5	31 054 350	355 628	30 698 722	33 607 974
Autres créances	6 - 5	3 929 663	132 148	3 797 515	3 886 343
Valeurs mobilières de placement	7	5 469 813	-	5 469 813	235 559
Disponibilités		5 358 994	-	5 358 994	2 369 602
Charges constatées d'avance	6	647 927	-	647 927	492 964
ACTIF CIRCULANT		67 605 368	3 686 923	63 918 445	56 434 603
Ecart de conversion Actif		263 317	-	263 317	185 198
TOTAL ACTIF		106 801 939	25 973 606	80 828 333	72 904 081

BILAN - PASSIF

(Montants en euros)

	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Capital		5 232 972	5 232 972
Primes d'émission, de fusion, d'apport		9 108 102	9 108 102
Réserve légale		523 297	523 297
Report à nouveau		23 568 573	21 260 499
Résultat de l'exercice		4 499 160	3 101 826
Provisions réglementées		771 067	684 140
CAPITAUX PROPRES	8	43 703 172	39 910 837
Provisions pour risques		1 113 573	823 402
Provisions pour charges		84 847	161 371
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	9	1 198 419	984 773
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	10	1 919 700	2 539 417
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	10	16 177 137	12 051 316
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	10	8 500 303	10 429 067
Dettes fiscales et sociales	10	8 486 019	6 935 373
Autres dettes	10	204 595	4 802
Produits constatés d'avance	10	602 080	6 885
DETTES		35 889 834	31 966 860
Ecart de conversion Passif		36 907	41 611
TOTAL PASSIF		80 828 333	72 904 081

COMPTE DE RESULTAT

(Montants en euros)

	Notes	31/12/2024 12 mois	31/12/2023 12 mois
Vente de marchandises		38 071 859	15 676 466
Production vendue (biens)		19 832 615	17 169 355
Production vendue (services)		35 495 891	33 364 341
Produits des activités annexes		49 268	106 503
Montant net du chiffre d'affaires	11	93 449 634	66 316 664
Production stockée		355 261	1 201 125
Production immobilisée		347 017	134 275
Subventions d'exploitation		16 109	8 098
Reprises sur dépréciations, provisions et amortissements, transferts de charges	12	586 304	756 918
Autres produits		39 236	19 498
PRODUITS D'EXPLOITATION		94 793 560	68 436 578
Achats et variations de stocks de marchandises		31 587 464	13 216 781
Achats et variations de stocks de MP et autres approvisionnements		13 792 623	10 703 478
Autres achats et charges externes	13	17 494 725	17 648 084
Impôts, taxes et versements assimilés		966 797	942 528
Salaires et traitements		15 187 536	14 146 891
Charges sociales		5 921 145	5 154 721
Dotations aux amortissements et dépréciations	12	2 631 957	1 937 023
Autres charges		231 133	93 581
CHARGES D'EXPLOITATION		87 813 382	63 843 086
RESULTAT D'EXPLOITATION		6 980 178	4 593 492
Produits financiers		671 165	1 553 223
Charges financières		740 630	1 804 740
RESULTAT FINANCIER	14	(69 465)	(251 516)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS		6 910 713	4 341 976
Produits exceptionnels		282 660	977 337
Charges exceptionnelles		520 870	599 368
RESULTAT EXCEPTIONNEL	15	(238 211)	377 969
Participation des salariés aux résultats		993 165	798 880
Impôts sur les bénéfices	16	1 180 178	819 239
RESULTAT NET		4 499 160	3 101 826

ANNEXE DES COMPTES SOCIAUX

1. INFORMATIONS GENERALES ET ACTIVITE

NSE est spécialisé dans la conception, la fabrication et la maintenance d'équipements électroniques de haute technologie plus particulièrement destinés à la Défense, l'aéronautique civile, l'informatique, le médical et le ferroviaire.

Le chiffre d'affaires de la société se répartit entre 2 activités (Business Units) :

- Interconnexion qui regroupe la conception de produits techniques innovants, l'intégration d'équipements électroniques et réalisation de câblages pour le compte de grands donneurs d'ordres ;
- Services, avec une offre couvrant la maintenance / réparation, l'interface client, la coordination de logistique pour notamment une clientèle Aéronautique, de Défense, et d'Electronique Services.

Les comptes sociaux ont été établis pour l'exercice de 12 mois clos au 31 décembre 2024. Ils sont présentés en euros sauf indication contraire.

2. FAITS CARACTERISTIQUES

L'exercice 2024 a été plus particulièrement marqué par les événements suivants :

➤ BU Services :

- La BU Services, la plus contributive à l'activité du Groupe, a poursuivi son accélération en 2024, affichant une solide progression de +54% pour atteindre un chiffre d'affaires de 69,7 M€. Cette performance historique résulte d'une forte demande sur des marchés à fort potentiel, notamment dans le secteur de la Défense. Des contrats clés, notamment pour l'Armée de Terre, ont alimenté cette dynamique avec des volumes de commandes plus importants qu'attendus initialement cette année.
- NSE capitalise ainsi sur le développement de ses activités MCO Défense (Maintien en Condition Opérationnelle), tirant parti des capacités de son site de Varennes dont le chiffre d'affaires a quasi-doublé sur douze mois (+82%).

➤ BU Interconnexion :

- La BU Interconnexion, désormais composée des anciennes BU Conception et Intégration, réalise un chiffre d'affaires en progression de +7% en 2024, porté par une demande continue sur ses secteurs clés, notamment ceux de la Défense et de l'Aéronautique.
- Cette performance a été tirée par la montée en puissance de contrats dans le câblage et l'intégration de systèmes électroniques pour les secteurs de la Défense, de l'Aéronautique, et du Naval. Le Groupe continue de capitaliser sur son expertise dans le développement et la production d'équipements électroniques performants tels que les systèmes de vision nocturne (NVIS), les enregistreurs de paramètres de vol et les équipements électroniques embarqués
- Par ailleurs, l'intégration de l'organisation DOA (Design Organisation Approval), permettant d'effectuer directement des modifications sans passer par des intermédiaires (augmentant ainsi les marges) est en cours de finalisation et devrait monter en puissance en 2025.

Dans nos filiales

Notre filiale à 50% **NSE TLS** (Technique Logistique Services) basée à Montréal au Canada, pour adresser les marchés de soutien technique et logistique en Amérique du Nord (Canada, USA, Mexique) dans les secteurs Aéronautique, Transports, Défense a connue des difficultés très significatives cette année , du fait de la mise en procédure de sauvegarde d'un de ses 2 plus gros clients, la société LION. NSE TLS a dû provisionner dans ses comptes les créances liées à ce client (2,3 M CAD). Cela a entraîné un impact sur le résultat net de NSE en social (impact négatif de 0.3 M€) (provision de la créance NSE TLS).

3. REGLES ET METHODES COMPTABLES

3.1. PRINCIPES GENERAUX

Les comptes sociaux de la société sont établis conformément aux règles et principes comptables généralement admis en France selon les dispositions du plan comptable général (version consolidée du règlement ANC 2014-03 relatif au Plan Comptable Général).

Les conventions comptables d'établissement et de présentation des comptes sociaux ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes sont identiques à celles du dernier exercice clos le 31 décembre 2023.

L'exercice a une durée de 12 mois, tout comme l'exercice précédent.

Seules sont exprimées les informations significatives.

3.2. METHODES COMPTABLES

3.2.1. Immobilisations incorporelles

▪ *Frais de développement*

La société a opté pour la méthode préférentielle de l'activation de ses frais de développement (hors frais de recherche) répondant aux six critères d'activation prévus par le Plan Comptable Général :

- Faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente ;
- Intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de l'utiliser ou de la vendre ;
- Capacité à utiliser ou à vendre l'immobilisation incorporelle ;
- Façon dont l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs probables (existence d'un marché pour la production issue de l'immobilisation incorporelle ou pour l'immobilisation incorporelle elle-même ou, si celle-ci doit être utilisée en interne, son utilité) ;
- Disponibilité de ressources (techniques, financières et autres) appropriées pour achever le développement et utiliser ou vendre l'immobilisation incorporelle ;
- Capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement.

Seuls les coûts (directs et indirects) qui sont directement attribuables à la production de l'immobilisation sont désormais incorporables au coût de production :

- Le coût d'acquisition des matières premières consommées,
- Les charges directes de production, comprenant notamment les salaires et autres coûts liés au personnel directement engagé pour générer l'actif ainsi que les coûts de dépôt de brevet.

Les frais de développement sont amortis à compter de la mise en service des immobilisations produites, sur leur durée réelle d'utilisation, qui varie de 3 à 5 ans en fonction de la nature des projets

En cas d'échec ou de perspectives commerciales insuffisantes, un amortissement exceptionnel est comptabilisé pour la valeur nette comptable et l'immobilisation incorporelle est sortie du bilan.

▪ **Fonds commercial**

Les fonds commerciaux correspondent :

- aux fonds commerciaux inscrits en comptabilité pour les montants figurant dans les actes d'acquisition des sociétés rachetées ;
- aux malis techniques de fusion résultant de la différence entre l'actif net comptable des sociétés absorbées et la valeur nette comptable de ces participations dans les comptes de la société NSE.

Les malis techniques de fusion résultent de la différence entre l'actif net comptable des sociétés absorbées et la valeur nette comptable de ces participations dans les comptes de la société.

En application des dispositions du règlement 2015-06 de l'ANC relatives à l'amortissement et à la dépréciation des actifs immobilisés, l'analyse menée par la société au 1^{er} janvier 2016 l'a conduit à réaffecter par nature certains malis de fusion et à revoir la durée d'utilisation des fonds commerciaux.

- Affectation des malis techniques

La mali technique, d'un montant de 1,3 M€ issu de la fusion avec la société NSE en 2015 a ainsi été rattaché au terrain et constructions liées et amorti en conséquence depuis le 1^{er} janvier 2016.

- Amortissement des fonds commerciaux dont la durée d'utilisation est limitée

L'article 214-3 modifié du PCG prévoit l'amortissement des fonds commerciaux lorsque leur durée d'utilisation est limitée au regard de critères inhérents à son utilisation par la société. Les fonds sont alors amortis sur leur durée d'utilisation ou, si cette durée ne peut être déterminée de façon fiable, sur 10 ans.

En 2016, la société a identifié un fonds commercial d'une valeur de 321 K€ dont la durée n'a pu être déterminée de façon fiable et a décidé de l'amortir sur 10 ans à compter du 1^{er} janvier 2016.

- Test de dépréciation annuel

L'article 214-15 modifié du PCG prévoit pour les fonds commerciaux dont la durée d'utilisation est non limitée, la réalisation d'un test de dépréciation au moins une fois par exercice qu'il existe ou non un indice de perte de valeur, afin de tenir compte d'éventuelles évolutions ayant pu diminuer leur rentabilité et leur valeur. En cas de perte de valeur, une provision pour dépréciation est comptabilisée.

La valeur d'usage des fonds commerciaux correspond à la valeur des avantages économiques futurs attendus de leur utilisation estimée à partir des prévisions à court terme ou, le cas échéant, selon la méthode DCF « Discounted Cash-Flow ». L'évaluation est faite globalement si le ou les fonds concernés sont indissociables de l'activité de l'entreprise

▪ **Logiciels**

Les logiciels sont comptabilisés à leur coût d'acquisition et amortis sur une durée de 1 à 5 ans.

3.2.2. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites au bilan à leur coût d'acquisition, c'est à dire au prix d'achat augmenté des frais accessoires.

L'amortissement est calculé selon le mode linéaire à compter de leur première mise en service sur la durée d'utilisation probable :

▪ Terrains	non amortis
▪ Constructions	20 ans
▪ Installations techniques, matériel et outillage industriel	5 ans
▪ Installations générales, agencements divers	10 ans
▪ Matériel de transport	4 ans
▪ Matériel de bureau et informatique	3 ans

Les actifs immobilisés corporels font l'objet d'une dépréciation lorsque, du fait d'événements ou de circonstances intervenus au cours de l'exercice, leur valeur économique apparaît durablement inférieure à leur valeur nette comptable.

Il n'existe pas d'immobilisations significatives susceptibles de donner lieu à une approche par composants.

3.2.3. Immobilisations financières

Les immobilisations financières correspondent aux éléments suivants :

- Titres de participations des filiales de la société
- Titres d'autocontrôle
- Prêts versés à un organisme collecteur de la participation à l'effort construction
- Dépôts de garantie

Les immobilisations financières sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

A la clôture de l'exercice la valeur des titres est comparée à leur valeur d'inventaire. La plus faible de ces deux valeurs est retenue au bilan. La valeur d'inventaire correspond pour les titres de participations à la valeur d'usage déterminée en fonction de l'utilité que la participation présente pour l'entreprise et pour les actions propres au cours moyen de bourse du dernier mois de l'exercice. La valeur d'usage des titres de participation est déterminée selon une approche multicritères (quote-part de situation nette, valeur de marché, perspectives de rentabilité), utilisant, le cas échéant, la méthode des cash-flow actualisés.

3.2.4. Stocks

Les stocks de produits sont valorisés à leur coût de production qui comprend les coûts directs de production et les frais généraux de production, fixes et variables, qui sont encourus pour transformer les matières premières en produits finis.

Les stocks de produits finis sont suivis selon la méthode du coût unitaire moyen pondéré (CUMP).

Les marchandises et approvisionnements sont valorisés à leur coût d'acquisition.

Une provision pour dépréciation des stocks est constatée, le cas échéant, pour la différence entre la valeur comptable et la valeur de réalisation, déduction faite des frais commerciaux de vente.

La provision pour dépréciation des stocks est calculée comme suit :

- Pour les sites de production, les articles dont la date du dernier mouvement est antérieure à 3 ans sont totalement dépréciés ;
- Pour les sites de maintenance, les articles dont la date du dernier mouvement est antérieure à 2 ans sont totalement dépréciés.

3.2.5. Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est comptabilisée au cas par cas lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

3.2.6. Opérations en devise

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération.

Les gains et pertes de changes relatifs aux opérations d'exploitation sont comptabilisés en autres produits ou charges d'exploitation.

Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice. La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce cours est portée en "écart de conversion".

En l'absence de couverture de change, les écarts de conversion actifs (pertes de change latentes) non compensés font l'objet d'une provision pour risques. Les profits de change latents ne sont pas comptabilisés conformément au principe de prudence, mais sont réintégrés fiscalement.

3.2.7. Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement figurent au bilan pour leur valeur d'acquisition. Elles font, lorsque nécessaire, l'objet d'une provision calculée pour chaque ligne de titre d'une même nature, afin de ramener leur valeur au cours de bourse moyen du dernier mois, ou à leur valeur de négociation probable pour les titres non cotés.

Les plus ou moins-values de cession sont enregistrées selon la méthode PEPS (ou FIFO) – Premier Entré Premier Sorti. Les plus-values latentes sont réintégrées fiscalement.

3.2.8. Provision pour risques

Des provisions sont constituées pour faire face aux coûts relatifs aux risques et charges en cours. La politique de la Société en matière de provisions sur litiges et contentieux consiste à apprécier à la clôture de chaque exercice les risques financiers de chaque litige et des possibilités qui lui sont associées.

Une provision pour garantie donnée aux clients est estimée et comptabilisée afin de couvrir le coût des réparations (pièces et main d'œuvre) sur les produits et services vendus. La garantie contractuelle est généralement de un an.

3.2.9. Reconnaissance du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires comprend principalement la vente de produits et de prestations de services.

▪ **Produits**

Les ventes concernent les produits suivants :

- Produits propres (maîtrise complète par NSE de l'ensemble des spécifications des produits) ;
- Conception d'équipements (développés sur cahier des charges d'un donneur d'ordre) ;
- produits repris en fabrication pour le traitement de l'obsolescence.

Le chiffre d'affaires est reconnu au moment du transfert des risques et avantages aux clients, correspondant généralement à la livraison des produits.

La date de démarrage et d'achèvement de la production des matériels se trouve fréquemment sur deux exercices différents. En conséquence, les ventes de matériels sont comptabilisées en fonction de leur degré d'avancement à la date de clôture et les pertes attendues sont immédiatement comptabilisées en charges

▪ **Services**

Les prestations de services correspondent essentiellement à des activités de maintenance, supply-chain et réparation des produits vendus. Le chiffre d'affaires est généré une fois les réparations réalisées.

3.2.10. Résultat exceptionnel

Les charges et produits exceptionnels sont constitués d'éléments qui en raison de leur nature, de leur caractère inhabituel et de leur non récurrence ne peuvent être considérés comme inhérents à l'activité opérationnelle de la société.

3.2.11. Transaction avec des parties liées

Sur l'exercice, la société n'a pas conclu avec des parties liées de transactions telles que définies dans la note de Présentation du Règlement 2010-02 de l'Autorité des Normes Comptables.

3.2.12. Indemnités de fin de carrière

Conformément aux dispositions de la loi française, la société s'affranchit de ses obligations de financement des retraites du personnel en France par le versement aux organismes qui gèrent les programmes de retraite des cotisations calculées sur la base des salaires. Il n'y a pas d'autre engagement lié à ces contributions.

La loi française exige également, le cas échéant, le versement en une seule fois d'une indemnité de départ en retraite. Cette indemnité est déterminée en fonction de l'ancienneté et du niveau de rémunération au moment du départ. Les droits sont uniquement acquis aux salariés présents dans l'entreprise à l'âge de la retraite.

Les indemnités légales et conventionnelles sont évaluées pour chacun des salariés présents à la clôture en fonction de son ancienneté théorique le jour de son départ en retraite, conformément à la recommandation 2013-02 sur les engagements de retraite adoptée par l'ANC en novembre 2013.

Le montant des engagements est évalué selon la méthode des unités de crédit projetées qui est une méthode rétrospective avec salaire de fin de carrière. Cette méthode consiste à calculer le montant des droits projetés à la retraite au prorata de l'ancienneté sur la période de constitution de ces droits.

Conformément à la dernière mise à jour de la recommandation ANC 2013-02 du 7-11-2013 modifiée le 5-11-2021, la société a adopté depuis 2021 la nouvelle méthode de répartition des droits à prestations de ses régimes à prestations définies en vertu desquels une indemnité n'est due que si le salarié est présent à la date de son départ en retraite, dont le montant dépend de l'ancienneté, et est plafonnée à un certain nombre d'années de services consécutives.

L'engagement est étalé sur la période précédant l'âge de départ en retraite permettant d'atteindre le plafond.

Les hypothèses de détermination des indemnités de fin de carrière (IFC) ont donc été déterminées comme suit :

	Hypothèses 2024	Hypothèses 2023
Modalités de départ à la retraite	<ul style="list-style-type: none"> Pour l'ensemble des salariés : départ volontaire en fonction de l'âge des salariés : <ul style="list-style-type: none"> Nés jusqu'en 1962 : 62 ans Nés entre 1962 et 1967 : 63 ans Nés après 1967 : 64 ans. 	<ul style="list-style-type: none"> Pour l'ensemble des salariés : départ volontaire en fonction de l'âge des salariés : <ul style="list-style-type: none"> Nés jusqu'en 1962 : 62 ans Nés entre 1962 et 1967 : 63 ans Nés après 1967 : 64 ans.
Application d'un taux de charges sociales	42 %	42 %
Taux d'actualisation	3.3811%	3.1237%
Tables de mortalité	Tables INSEE 2016-2018	Tables INSEE 2016-2018
Taux d'augmentation des salaires (inflation incluse)	4%	4%
Taux de rotation	Taux moyen de 10%, lissé par classe d'âge à l'aide d'une fonction décroissante	Taux moyen de 10%, lissé par classe d'âge à l'aide d'une fonction décroissante

Les hypothèses retenues appellent les précisions suivantes :

- Le taux de progression moyen des salaires a été déterminé toute catégorie socio-professionnelle confondue et quel que soit l'âge des salariés ;
- Les tables de mortalité INSEE sont communément utilisées pour l'engagement des indemnités de fin de carrière en France ;
- Le taux d'actualisation doit correspondre au taux de rendement des entreprises de première qualité, de même monnaie et de même durée que les engagements évalués. Au 31 décembre 2024, la durée du régime est de 10 ans. Le taux d'actualisation retenu est le taux Corporate Non Financial AA +10 ans de la zone euro selon la source iboxx ;
- Pour tenir compte de la plus grande mobilité des plus jeunes tranches d'âge, le taux de sortie moyen est réparti par âge en utilisant une fonction décroissante. Aucune distinction n'a été effectuée entre les différentes catégories socio-professionnelles.

La société externalise une part significative du financement de son engagement auprès d'une compagnie d'assurance au travers du versement de primes figurant dans les charges de l'exercice. La différence entre le montant de l'engagement total au titre des indemnités de fin de carrière et le montant dont le financement est externalisé auprès de la compagnie d'assurance est mentionnée en engagements hors bilan.

Les versements effectués porteurs d'intérêts s'élèvent à 374 milliers d'euros. Aucun versement n'a été réalisé au cours de l'exercice.

Suite à la fusion intervenue en 2015, la société avait inscrit dans ses comptes une provision pour indemnité de fin de carrière de 847 K€, provision constituée par la société absorbée lorsque l'engagement de retraite était supérieur à la couverture externalisée. La société a décidé de ne pas réévaluer cette provision et de la reprendre au fur et à mesure de son utilisation effective. Au regard des départs intervenus sur l'exercice, la provision a été reprise à hauteur de 77 K€ et s'élève ainsi à 85 K€ au 31 décembre 2024.

3.2.13. Enjeux climatiques

La société considère les impacts du changement climatique sur les états financiers non significatifs.

4. NOTES RELATIVES AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

NOTE 1 : IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

	31/12/2023	Acquisitions / Virements poste à poste	Cessions / Diminution	31/12/2024
Logiciels	4 429 648	291 038	(6 533)	4 714 154
Fonds de commerce	1 315 830	-	-	1 315 830
Frais de développement	445 451	347 017	(64 190)	728 278
Autres immobilisations incorporelles	1 091 780	-	-	1 091 780
Immobilisations incorporelles en cours	919 979	650 086	-	1 570 064
Total brut des immobilisations incorporelles	8 202 688	1 288 140	(70 722)	9 420 106
Logiciels	3 925 897	325 045	(6 533)	4 244 410
Fonds de commerce	356 581	32 160	-	388 741
Frais de développement	168 138	115 216	(64 190)	219 164
Autres immobilisations corporelles	41 780	-	-	41 780
Total des amortissements et dépréciations	4 492 396	472 421	(70 722)	4 894 095
TOTAL net des immobilisations incorporelles	3 710 292	815 719	-	4 526 011

Le montant des fonds de commerce se décompose comme suit :

Au 31/12/2024	Brut	Dépréciation	Net
NSE France	894 915		894 915
E-Track	321 614	(289 440)	32 173
Taverny	65 000	(65 000)	-
Autres	34 301	(34 301)	-
TOTAL net des fonds de commerce	1 315 830	(388 741)	927 088

Les autres immobilisations incorporelles concernent des savoirs faire et des habilitations comptabilisées en 2009 pour 1 050 000 €. Le détail de ces savoirs faire est le suivant :

Qualité	ISO 9001
	EN 9100
	Certification qualité AQAP 21 10 qui permet de travailler pour l'OTAN dans le domaine de la Défense obtenue en 2010 et
Agréments aéronautique	PART 145 « Maintenance pour la partie électrique »
	POA PART 21 G pour la production
	APDOA PART 21 pour la conception
Habilitations Défense	

NOTE 2 : IMMOBILISATIONS CORPORELLES

IMMOBILISATIONS CORPORELLES	31/12/2023	Acquisitions / Virements poste à poste	Cessions / Diminution	31/12/2024
Terrains	205 104	-	-	205 104
Constructions	6 561 481	272 381	-	6 833 862
Installations et agencements	3 030 493	27 648	-	3 058 141
Matériel et outillage industriel	4 997 953	215 301	(930)	5 212 323
Matériel de transport	125 301	4 736	-	130 037
Matériel et mobilier de bureau et informatique	3 829 484	315 751	(19 438)	4 125 798
Total brut des immobilisations corporelles	18 749 816	835 817	(20 368)	19 565 265
Constructions	3 675 393	292 474	-	3 967 867
Installations et agencements	2 453 246	160 170	-	2 613 416
Matériel et outillage industriel	4 126 900	464 202	(930)	4 590 173
Matériel de transport	83 846	9 460	-	93 306
Matériel et mobilier de bureau et informatique	3 249 993	389 827	(19 438)	3 620 382
Total des amortissements et dépréciations	13 589 378	1 316 133	(20 368)	14 885 144
TOTAL net des immobilisations corporelles	5 160 438	(480 317)	-	4 680 121

NOTE 3 : IMMOBILISATIONS FINANCIERES

	31/12/2023	Acquisitions	Cessions / Diminution	31/12/2024
Titres de participation	6 699 641	400 000	-	7 099 641
Actions propres	2 448 808	195 798	(142 028)	2 502 578
Prêts	227 082	-	(32 526)	194 556
Dépôts et cautionnements	108 603	703	(12 225)	97 082
Autres créances immobilisées	86 857	-	(32 832)	54 026
TOTAL Brut des immobilisations financières	9 570 992	596 501	(219 611)	9 947 882
Titres de participation	2 157 443	350 000	-	2 507 443
Actions propres	-	-	-	-
Total des amortissements et dépréciations	2 157 443	350 000	-	2 507 443
TOTAL net des immobilisations financières	7 413 549	246 501	(219 611)	7 440 439

L'augmentation des titres de participation correspond à une augmentation de capital par incorporation de créances dans la filiale NSE Aéro Maroc dont les titres ont été dépréciés à hauteur de 350 k€ au cours de l'exercice.

Au 31 décembre 2024, la société détient 201.722 actions propres.

TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

Filiales et participations	Désignation Filiales	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-part de capital détenue	Valeur comparable des titres détenus		Prêt et avances consentis par la société et non		Montant des cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé	Résultat (bénéfice ou perte) du dernier exercice écoulé	dividendes encaissés par la société au cours
En milliers d'euros				(en%)	Brute	Nette						
Renseignements détaillés												
Filiales (plus de 50 % du capital détenu):												
	NSE Aero North America (*)	2 542	2 176	100%	2 537	2 537	2 412	2 412		9 256	(1 176)	
	NSE Automatech	1 921	4 826	29%	1 683	1 683				9 256	566	117
	NSE Brasil	1 778	(1 605)	100%	1 777	0	132			195	(118)	
	NSE Aéro Maroc	30	11	100%	780	50	68	68		438	(121)	
	NSE India	184	505	100%	184	184				794	(181)	
	NSE Electronique services	100 €	-	100%	100	100				0	0	
Participations (de 10% à 50 % du capital détenu):												
	HICAL - NSE	71	324	49%	138	138	54	54		1 505	116	
TOTAL					7 100	4 592	2 666	2 534				

(*) : les données présentées ci-dessus sont les données consolidées de la société NSE Aéro North América et de sa filiale à 71,16% NSE AUTOMATECH située également au Canada : NSE AUTOMATECH détenue à 71% et NSE TLS à 50%.

NOTE 4 : STOCKS

	Brut	Dépréciation	31/12/2024	31/12/2023
			Net	
Matières	11 732 607	(2 730 565)	9 002 042	8 125 497
Marchandises	2 323 625	(91 995)	2 231 630	1 093 747
Produits en cours	2 583 175	-	2 583 175	2 544 684
Produits finis	1 831 547	(361 203)	1 470 345	1 329 612
Etudes en cours	549 561	-	549 561	437 310
Divers	206 216	(15 386)	190 830	177 973
TOTAL	19 226 732	(3 199 148)	16 027 584	13 708 824

NOTE 5 : TABLEAU DES DEPRECIATIONS

	Dépréciations au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	99 301	-	-	99 301
Immobilisations financières	2 157 443	350 000	-	2 507 443
Stocks	2 873 174	325 974	-	3 199 148
Créances clients	104 509	290 852	- 39 734	355 628
Autres créances	314 901	80 000	- 262 753	132 148
TOTAL	5 549 329	1 046 826	- 302 487	6 293 667
<i>dont exploitation</i>		616 826	- 53 132	
<i>dont financier</i>		430 000	- 249 355	
<i>dont exceptionnel</i>		-	-	

La dépréciation des immobilisations financières pour 350 k€ concerne les titres de la filiale NSE Aéro Maroc suite à l'augmentation de capital de 400 K€ réalisée en 2024 par incorporations de créances.

La dépréciation des autres créances de 80 K€ concernent la dépréciation du compte courant avec la filiale NSE Brasil suite à un prêt réalisé à la filiale.

La reprise de dépréciation concerne principalement le compte courant avec la filiale NSE Aéro Maroc, à hauteur de 229 k€, suite à l'augmentation de capital de 400 K€ réalisée en 2024 par incorporations de créances.

NOTE 6 : ETAT DES CRÉANCES

	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
Prêts dans le cadre de la participation de l'effort de construction	194 556		194 556
<i>De l'actif immobilisé</i> Dépôts et cautionnements	97 082		97 082
Comptes de liquidités liés aux actions propres	54 026		54 026
Clients douteux ou litigieux	489 052	-	489 052
Autres créances clients	30 565 298	30 565 298	-
Personnel et comptes rattachés	5 100	5 100	-
<i>De l'actif circulant</i> Etat - Impôts sur les bénéfices	36 896	36 896	-
Etat - Taxe sur la valeur ajoutée	639 718	639 718	-
Groupe et associés	2 665 686	2 665 686	-
Débiteurs divers	582 263	582 263	-
Charges constatées d'avance	647 927	647 927	-
TOTAL	35 977 603	35 142 888	834 715

- Les prêts concernent les sommes versées dans le cadre de la contribution à l'effort construction.
- Les autres immobilisations financières concernent principalement des dépôts de garantie versés.
- Les débiteurs divers incluent notamment des avoirs fournisseurs à recevoir à hauteur de 430 K€ et le solde de d'indemnités d'assurance à recevoir pour 87 K€.
- Les charges constatées d'avance ont toutes un caractère d'exploitation.

Les produits à recevoir se décomposent comme suit :

	31/12/2024	31/12/2023
Créances clients		
Factures à établir	12 769 856	11 083 313
Autres créances		
Fournisseurs - avoirs à recevoir	429 639	335 857
Subventions et autres produits à recevoir	87 072	301 177
Total	13 286 567	11 720 348

- La créance d'impôt sur les bénéfices se décompose comme suit :

	31/12/2024	31/12/2023
Crédit impôt recherche	389 853	432 935
Autres crédits d'impôt	16 924	16 568
Impôts sur les sociétés	(1 573 181)	(1 203 303)
Acomptes impôts sur les sociétés versés	1 203 300	514 015
Total	36 896	(239 785)

NOTE 7 : VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

Désignation	Quantité	31/12/2024
BNPP SIGNATURE CLAS;C FCP 3DEC	20	20 463
BNPP MOIS ISR FR001400G5F5	1 401	1 485 987
BNPP CASH INVEST E FR0007496047	1 173	2 798 384
BFT AUREUS ISC C FCP - FR0010599399	445	50 009
AMUNDI EUR LIQ RAT SRI I-C3DEC	1	1 114 970
Total		5 469 813

Les valeurs mobilières de placement sont valorisées au 31 décembre 2024 à 5.511 K€.

La plus-value latente nette s'élève à 41 K€.

NOTE 8 : CAPITAUX PROPRES**❑ EVOLUTION DES CAPITAUX PROPRES**

		Capital	Prime d'émission	Prime de fusion	Réserve légale	Report à nouveau	Résultat	Provisions réglementées	TOTAL	Dividendes
Capitaux propres au	31/12/23	5 232 972	1 940 628	7 167 474	523 297	21 260 499	3 101 826	684 140	39 910 837	
Affectation du résultat N-1						2 257 798	(3 101 826)		(844 028)	844 028
Résultat N							4 499 160		4 499 160	
Dotation amortissements dérogatoires								86 927	86 927	
Actions propres						50 276			50 276	(50 276)
Capitaux propres au	31/12/24	5 232 972	1 940 628	7 167 474	523 297	23 568 573	4 499 160	771 067	43 703 172	793 752

L'Assemblée Générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023 en date du 26 juin 2024 a décidé la mise en paiement en juillet 2024 d'un dividende de 844.028 euros dont 50.276 euros concernant les actions propres et affectés au compte report à nouveau.

❑ CAPITAL SOCIAL

Le capital social s'élève à 5 232 972 euros au 31 décembre 2024. Il est composé de 3.376.111 actions de 1,55 euros de valeur nominale dont 201.722 actions d'autocontrôle

❑ PROVISIONS REGLEMENTEES

La variation de 87 K€ des amortissements dérogatoires est comptabilisée en résultat exceptionnel.

En 2018, suite à la levée des options des contrats de crédit-bail des ensembles immobiliers situés à Brive et à Cuers, la société a réintégré fiscalement la fraction des loyers correspondant à la différence entre la valeur des immeubles lors de la signature des contrats diminuée des prix de levée de l'option (soient un euro pour Brive et 113 K€ pour Cuers) et le montant des amortissements que la société aurait pu pratiquer si elle avait été propriétaire des biens depuis cette date, soit un montant de 899 K€.

En 2017 la société avait levé l'option du contrat de crédit-bail de l'ensemble immobilier situé à Abrest et à ce titre avait réintégré fiscalement 755 K€.

En 2013 la société avait levé l'option du contrat de crédit-bail de l'ensemble immobilier situé à Soyons et à ce titre avait réintégré fiscalement 470 K€. Suite au sinistre intervenue en 2019, le prix de revient fiscal de cet immeuble est ramené à 338 K€.

Afin de pouvoir bénéficier de la déduction fiscale de ces amortissements, des amortissements dérogatoires sont comptabilisés sur la durée probable d'utilisation des deux ensembles immobiliers.

NOTE 9 : PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Les provisions pour risques et charges se décomposent comme suit :

	Situation en début d'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice		Situation en fin d'exercice
			Avec objet	Sans objet	
Provisions pour litiges	235 000	85 000	(30 000)		290 000
Provisions pour garantie	78 678	60 000	-	-	138 678
Provisions pour perte de change	185 198	263 317	(185 198)	-	263 317
Autres provisions pour risques et charges	324 526	289 578	(192 526)	-	421 578
Total provisions pour risques	823 402	697 895	(407 724)	-	1 113 573
Provision pour indemnités fin de carrière	161 371	-	(76 525)	-	84 847
Total provisions pour charges	161 371	-	(76 525)	-	84 847
TOTAL	984 773	697 895	(484 249)	-	1 198 419
<i>dont exploitation</i>		349 578	(269 051)		-
<i>dont financier</i>		263 317	(185 198)		
<i>dont exceptionnel</i>		85 000	(30 000)		

- Provisions pour litiges

Les provisions pour litiges concernent principalement des litiges salariaux provisionnés en fonction du risque encouru.

- Provisions pour garantie donnée aux clients

Les produits et services concernant essentiellement l'aéronautique sont délivrés dans le cadre de réglementations très strictes garantissant leur fiabilité. Au regard des retours observés une provision pour garantie est comptabilisée afin de couvrir le coût total de retour en garantie des produits fabriqués ou réparés par la société.

- Autres provisions pour risques

Les autres provisions concernent des provisions pour pertes latentes ou avérées sur contrats.

NOTE 10 : ETAT DES DETTES

	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et à 5 ans au plus	A plus de 5 ans
<i>Emprunts et dettes auprès étab. crédits</i> à plus d'1 an à l'origine	1 919 700	1 124 944	794 756	-
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	16 177 137	16 177 137		
Fournisseurs et comptes rattachés	8 500 303	8 500 303		
Personnel et comptes rattachés	3 115 125	3 115 125		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 911 783	1 911 783		
<i>Etats et autres collectivités publiques</i> Impôts sur les bénéfices	-	-		
Taxe sur la valeur ajoutée	3 161 264	3 161 264		
Autres impôts, taxes et assimilés	297 847	297 847		
Autres dettes	204 595	204 595		
Produits constatés d'avance	602 080	602 080		
TOTAL DES DETTES	35 889 834	35 095 078	794 756	-
Emprunts souscrits en cours de l'exercice	466 020			
Emprunts remboursés au cours de l'exercice	1 084 986			

Les charges à payer s'analysent comme suit :

	31/12/2024	31/12/2023
Emprunts et dettes auprès des étab. de crédits		
Intérêts courus	-	750
Fournisseurs et comptes rattachés		
Factures non parvenues	4 433 338	3 554 039
Dettes fiscales et sociales		
Indemnités de congés payés / RTT / Bonus	2 063 935	1 824 767
Participation et intéressement	996 645	797 026
Charges sociales à payer	977 670	848 040
Impôts et taxes à payer	234 449	198 643
Autres dettes		
Clients - avoirs à établir	152 931	-
Autres charges à payer	51 664	-
Total	8 910 632	7 223 264

NOTE 11 : VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES

			31/12/2024	31/12/2023
			12 mois	12 mois
	France	Export	Total	Total
Vente de marchandises	30 044 138	8 027 721	38 071 859	15 676 466
Production vendue de biens	15 596 573	4 236 042	19 832 615	17 169 355
Prestations de services	29 557 328	5 938 563	35 495 891	33 364 341
Produits des activités annexes	38 385	10 884	49 268	106 503
TOTAL	75 236 424	18 213 210	93 449 634	66 316 664

NOTE 12 : AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES

Les autres achats et charges externes se décomposent comme suit :

	31/12/2024	31/12/2023
	12 mois	12 mois
Achats d'études et de prestations de services	5 921 826	5 721 523
Achats de matières et de fournitures	949 455	1 017 559
Sous-traitance	3 095 166	3 167 582
Loyers et charges locatives	912 522	912 132
Frais d'entretien	1 484 528	1 375 289
Assurance	639 502	503 340
Personnel intérimaire	1 369 821	1 846 640
Honoraires et commissions versées	1 232 294	1 264 076
Déplacements et réceptions	616 445	678 466
Frais postaux et de télécommunications	284 782	235 673
Frais de gardiennage	540 407	473 199
Services bancaires	161 078	136 238
Divers	286 899	316 367
TOTAL	17 494 725	17 648 084

NOTE 13 : DOTATIONS ET REPRISES AUX AMORTISSEMENTS, DEPRECIATIONS ET PROVISIONS – TRANSFERTS DE CHARGES

Les reprises sur provisions, dépréciations et les transferts de charges inscrits en produits d'exploitation se décomposent comme suit :

	31/12/2024 12 mois	31/12/2023 12 mois
Reprise dépréciations d'exploitation (cf note 5)	53 132	71 217
Reprise provisions pour risques d'exploitation (cf note 8)	269 051	318 934
Sous-total	322 183	390 151
Transferts de charges (détail ci-dessous)	264 121	366 767
TOTAL	586 304	756 918

Les transferts de charges s'analysent comme suit :

	31/12/2024 12 mois	31/12/2023 12 mois
Facturation intragroupe	33 528	159 104
Avantages en nature	57 164	50 597
Indemnités SS & prévoyance	45 703	20 507
Indemnités litiges et assurance	60 348	73 457
Indemnités assurance départ à la retraite	67 378	45 039
Divers	-	18 064
TOTAL	264 121	366 767

Les variations des amortissements, provisions et dépréciations sur l'exercice sont les suivantes :

	Situation en début d'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Situation en fin d'exercice
Dépréciations	5 549 329	1 046 826	(302 487)	6 293 667
Provisions réglementées	684 140	86 927	-	771 067
Provisions pour risques et charges	984 773	697 895	(484 249)	1 198 419
Sous-Total		1 831 648	(786 736)	
Amortissements		1 788 553	-	
TOTAL		3 620 201	(786 736)	
<i>dont exploitation</i>		2 631 957	(322 183)	
<i>dont financier</i>		693 317	(434 553)	
<i>dont exceptionnel</i>		294 927	(30 000)	

NOTE 14 : RESULTAT FINANCIER

	31/12/2024	31/12/2023
	12 mois	12 mois
Produits financiers		
Revenus des créances rattachées à des participations	160 370	81 245
Intérêts moratoires	21 603	3 732
Reprise provision	434 553	1 460 025
Gains de change	32 483	6 395
Produits de cession de valeurs mobilières de placement	18 782	-
Autres revenus	3 375	1 826
	671 165	1 553 223
Charges financières		
Intérêts sur emprunts bancaires	(29 908)	(30 759)
Intérêts sur emprunts bancaires	(1 392)	(1 753)
Abandon de créance NSE Brésil	-	(136 851)
Pertes de change	(16 013)	(1 393)
Dotations aux provisions	(693 317)	(1 633 983)
	(740 630)	(1 804 740)
TOTAL	(69 465)	(251 516)

- Les reprises de provisions concernent principalement :
 - la reprise de la dépréciation du compte courant NSE Aéro Maroc pour 229 k€ suite à l'augmentation de capital par incorporation de créances ;
 - la reprise de la provision de l'écart de conversion actif 2023 calculé sur la créance auprès de la filiale NSE Aero North America pour 172 K€.
- Les dotations aux provisions concernent notamment :
 - la dépréciation des titres de la filiale NSE Aéro Maroc pour 350 k€ suite à l'augmentation de capital par incorporation de créances réalisée au cours de l'exercice ;
 - la dépréciation des comptes courants NSE Brasil pour 80 k€ ;
 - la dotation de l'écart de conversion actif au 31 décembre 2024 calculé sur la créance auprès de la filiale NSE Aero North America pour 227 k€.

NOTE 15 : RESULTAT EXCEPTIONNEL

	31/12/2024	31/12/2023
	12 mois	12 mois
Produits exceptionnels		
Cession d'actifs immobilisés	162 966	243 551
Pénalités sur affaires	6 529	15 423
Reprises sur provisions pour risques et charges	30 000	249 221
Indemnités d'assurance	83 165	469 141
	282 660	977 337
Charges exceptionnelles		
Cession d'actifs immobilisés	(142 028)	(230 905)
Pénalités sur affaires	(7 685)	(78 036)
Indemnités transactionnelles	(76 230)	-
Dotations aux provisions et amortissements	(294 927)	(271 927)
Divers	-	(18 500)
	(520 870)	(599 368)
TOTAL	(238 211)	377 969

Le résultat de cession des actifs immobilisés concerne principalement les cessions d'actions propres intervenues au cours de l'exercice.

Les dotations et reprises de provisions concernent principalement des provisions pour pénalités et litiges.

NOTE 16 : IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES

	Avant impôt			Impôt correspondant	Net après impôt
	Comptable	Décalages fiscaux	Fiscal		
Résultat courant avant impôt	6 910 713	316 694	7 227 407	(1 837 076)	5 073 638
Résultat exceptionnel	(238 211)		(238 211)	60 549	(177 662)
Participation et intéressement	(993 165)	193 163	(800 002)	203 346	(789 819)
Crédit impôt recherche				389 853	389 853
Autres crédits d'impôt				3 150	3 150
TOTAL	5 679 338	509 857	6 189 195	(1 180 178)	4 499 160

Au 31 décembre 2024 la société NSE ne dispose pas de déficits reportables.

5. AUTRES INFORMATIONS

NOTE 17 : ENGAGEMENTS HORS BILAN

☐ TABLEAU DE SYNTHESE DES ENGAGEMENTS DONNES

	31/12/2024	31/12/2023
Engagements financiers		
Cautions de contre-garantie sur marchés	3 438 121	3 724 824
Dettes garanties par des sûretés réelles	270 613	548 592
Autres engagements		
Engagements en matière de pensions, retraites et assimilés	1 488 058	1 235 944
TOTAL	5 196 792	5 509 360

☐ CAUTIONS SUR MARCHES

Ces engagements concernent des garanties bancaires données sur des marchés export pour 3,4 millions d'euros.

☐ HYPOTHEQUE ET NANTISSEMENT

La société a hypothéqué le bâtiment A du site d'Abrest en garantie des deux prêts bancaires souscrits en 2018 pour 933 K€ et 950 K€ pour financer le remboursement des emprunts obligataires. Ces emprunts arriveront à échéance en 2025.

☐ INDEMNITES DE FIN DE CARRIERE

Le montant de l'engagement au titre des indemnités de fin de carrière s'élève à 1.947 milliers d'euros au 31 décembre 2024.

Sur cet engagement, 374 milliers d'euros sont couverts par le versement de primes à une compagnie d'assurance et 85 K€ sont provisionnés dans les comptes. Le montant de 85 K€ correspond à la provision comptabilisée au 31 décembre 2014 dans les comptes de la société NSE qui a absorbée par la société en 2015. Cette provision est reprise au fur et à mesure de son utilisation effective pour les seuls salariés de la société absorbée. Les nouveaux droits acquis par ceux-ci après la fusion ne sont pas provisionnés.

Le solde résiduel de l'engagement hors bilan s'élève donc à 1 488 milliers d'euros.

NOTE 18 : EFFECTIF MOYEN

	2024	2023
Non cadres	271	276
Cadres	121	115
Total	392	391

NOTE 19 : REMUNERATIONS ALLOUEES AUX MEMBRES DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION

Le montant des rémunérations allouées au titre de l'exercice 2024 aux organes de direction de la société est de 477 K€ pour les membres du Directoire, ainsi que des rémunérations sous forme de jetons de présence pour 75 k€ aux membres du Conseil de Surveillance.

NOTE 20 : HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

La charge de l'exercice relative aux honoraires des commissaires aux comptes se répartie de la façon suivante :

	Certification	Autres
GRANT THORNTON	41 500	
SEREC CONSULTING	25 000	
Total	66 500	-

NOTE 21 : RISQUE DE MARCHE**Risque d'actions**

La société n'a pas procédé à des investissements en actions hormis les 201.722 actions d'autocontrôle qu'elle détient. Au 31 décembre 2024, aucune dépréciation n'a été constatée.

Risques de taux

Au regard de la structure de sa dette, la société estime que l'augmentation ou la diminution des taux d'intérêts n'aurait pas d'impact significatif sur le résultat.

Les emprunts bancaires en cours contractés par NSE sont à taux fixe.

Risque de change

Au 31 décembre 2024, le solde des comptes bancaires de NSE étaient créditeurs de 337 K USD et 128 K CAD.

Le solde de l'avance consentie à la filiale canadienne au 31 décembre 2024 s'élève à 3.737 K CAD et a conduit à la comptabilisation d'une provision pour perte de change de 227 K€.

Par ailleurs, les soldes clients et fournisseurs en devises au 31 décembre 2024, s'élevaient à 10 K USD ET 5 K GBP pour les clients ainsi que 312 K USD pour les fournisseurs.

Au 31 décembre 2024	en '000	USD	CAD
Actifs financiers		594	3 737
Passifs financiers		(82)	
Position nette avant gestion		512	3 737
Hors bilan			
Position nette après gestion		512	3 737

NOTE 22 : COMPTES CONSOLIDES

Les comptes de la société sont inclus par intégration globale dans les comptes de la société NSE Participations dont le siège est sis Les Seignes à Nizerolles (03250) et immatriculée au RCS de Cusset sous le numéro 534 226 964.

La société établit des comptes consolidés en qualité de société tête de sous-groupe.

Les comptes consolidés des deux sociétés sont disponibles à leur siège social.

NOTE 23 : EVENEMENTS POSTÉRIEURS A LA CLOTURE**Evolution de la Gouvernance de NSE :**

Au poste de Président du Directoire de NSE, départ de Philippe BREL, arrivée de Jérôme FABRE.

Au poste de Vice-Présidente du Conseil de Surveillance de NSE, départ de Isabelle CARRERE, arrivée de Agnès ESTRAMON.



A WORLD OF SERVICES

**SIÈGE ADMINISTRATIF
ZA LA TOUR
03200 ABREST
FRANCE
WWW.NSE-GROUPE.COM**

2024